

Les problèmes de la situation en France

Les émeutes de Brest et de Toulon contiennent, pour peu qu'on les analyse sérieusement, tous les éléments propres à l'évolution politique de la France. On y retrouve d'une part l'élan désespéré des travailleurs voulant échapper à l'état des compressions capitalistes, d'autre part les forces sociales du capitalisme laissant d'abord s'abattre la répression féroce et meurtrière de la bourgeoisie pour s'attaquer à leur tour au cerveau de l'ouvrier. Pendant que siègent les tribunaux, la campagne contre les « provocateurs » bat son plein : le front populaire veut combattre dans le « calme et la dignité » !

Malheur aux ouvriers de Brest, de Toulon, qui sous les balles des gardes mobiles, des détachements coloniaux, ont arrachés le drapeau tricolore de la sous-préfecture, ont osé clamer leur haine d'une république de famine : ce sont des provocateurs qui veulent diviser le front populaire, séparer les radicaux de la grande famille démocratique. Et le P. C., la S. F. I. O., les syndicats confédérés, unitaires, toute la racaille contre-révolutionnaire se mettra en branle contre des ouvriers qui ont craché avec la rage du désespoir sur la réconciliation des classes, scellée le 14 juillet. Qui donc pourrait nier la « provocation » puisqu'elle n'est établie sur aucun fait précis. On peut nier la véracité de certains faits existants, mais lorsqu'on se contente de parler de « provocation », en invoquant la participation incontrôlable de membres d'organisations de droite aux incidents, ou bien lorsqu'on impute — comme l'a fait la commission d'enquête — la responsabilité des émeutes de Toulon à un « mystérieux coup de téléphone » déterminant les ouvriers à transformer la grève de cinq minutes en grève générale, il devient difficile de discuter. Ce n'est pas un hasard si toute la presse du front populaire parle de « provocation » sans donner de preuves : on incrimine ici les grèves spontanées des prolétaires qui contiennent une riposte tardive et isolée à l'œuvre de corruption capitaliste des traîtres, car au fond, c'est bien une provocation, de la part des ouvriers, que de faire déferler de puissants mouvements de grè-

ves heurtant à la face, l'œuvre de désagrégation du front populaire basé sur l'exclusion des grèves et pour la lutte parlementaire. Mais il s'agit de provocations comme en fécondent les contradictions du système capitaliste et qui portent les travailleurs à porter la main sur les privilégiés. Nous connaissons d'ailleurs la vieille complainte bourgeoise qui voit dans chaque mouvement de classe, une « provocation » à laquelle, malgré leur « bon sens », les ouvriers sont poussés par des « meneurs ».

Pour le front populaire, Brest, Toulon, ces mouvements d'envergure doivent être l'œuvre d'obscurs provocateurs, puisque tout marchait si bien avant : les ouvriers avaient assisté nombreux à la fête nationale du 14 juillet ; sous la poussée des dirigeants socialistes et centristes, ils avaient chanté la « Marseillaise ». Puis, lorsque vinrent les décrets de Laval, ils avaient bien participé à la Manifestation « illégale » des fonctionnaires, place de l'Opéra, mais avaient respecté les mots d'ordre du front populaire, demandant du calme et de la dignité, sans oublier une attitude « de délicatesse » envers les agents de police également frappés. Centristes et socialistes espéraient canaliser les masses secouées durement vers de grandes démonstrations où après chaque orateur en chante l'Internationale. Et brusquement, comme un coup de tonnerre, éclatent les émeutes des arsenaux. Pourquoi ne pas croire à la provocation quand ces Messieurs avaient pris toutes les dispositions pour maintenir le calme. N'avaient-ils pas envoyé une délégation des gauches chez Laval ? N'avaient-ils pas mis les travailleurs en garde contre les « gestes irréflectés » pouvant démanteler la République ? N'avaient-ils pas crié aux provocateurs déjà à Bullier lors du meeting des anciens combattants ? Et malgré tout, la lutte s'était déchaînée dans deux secteurs prolétaires. Une fois la répression terminée, « Le Temps » écrivit démagogiquement que le « fascisme » n'existe pas en France, mais que de tels événements pourraient le créer. Le Front populaire riposta en accusant le fascisme d'être l'instigateur de ces mou-

vements, ou du moins l'agent de Laval. Quand à lui, il pouvait prouver que « l'ordre » n'a pas besoin des gardes mobiles ou des fascistes, il suffit. Qui avait assuré la rentrée rapide des ouvriers aux arsenaux si ce n'est la C. G. T. et C. G. T. U. ; qui avait maintenu l'ordre lors des démonstrations qui eurent lieu pour l'enterrement des victimes de Brest, de Toulon ? Evidemment le front populaire. Et qui donc a décidé de transposer immédiatement cette bataille sur le terrain parlementaire, d'expédier une délégation de gauche sur les lieux, afin de faire comprendre aux masses, sans équivoque, que l'heure des batailles indépendantes de classe était révolue ? Toujours le front populaire. La bourgeoisie pouvait être satisfaite et malgré ses propos haineux envers Blum-Cachin-Daladier, elle le fut certainement.

En somme, le capitalisme, grâce au front populaire, sera quand même parvenu, malgré les incidents des arsenaux, à faire accepter ses décrets-lois. Et c'est cela qui importe. Il n'ignore pas que s'il peut corrompre et se lier des organismes prolétaires, il n'est pas possible d'éviter des sursauts de colère de prolétaires, car une classe ne marche pas allègrement au suicide. Dans le dernier numéro de « Bilan », nous mettions déjà en évidence que dans l'état actuel du rapport entre les classes, en France, les seuls mouvements ouvriers qui pourront s'exprimer seront ces sursauts de désespoir qui précèdent de peu la dissolution totale du prolétariat au sein du capitalisme. C'était là une conséquence des nouvelles positions du 14 juillet qui représentaient l'aboutissement logique de la politique dite antifasciste : La République n'était pas le capitalisme, mais le régime de la liberté, de la démocratie qui représentent, comme on sait la plate-forme même de l'antifascisme. Les ouvriers juraient solennellement de défendre cette république contre les factieux de l'intérieur et de l'extérieur, alors que Staline leur recommandait d'approuver les armements de l'impérialisme français au nom de la défense de l'U. R. S. S. Pendant que défilaient radicaux-socialistes, centristes, socialistes, démocrates de tous crins, confondant les drapeaux de classes différentes, Laval et des ministres radicaux préparaient les décrets-lois.

Le problème était le suivant : le capitalisme français devait œuvrer dans une

double direction : dissoudre le mouvement prolétarien de classe et faire payer les frais d'une crise économique terrible aux ouvriers en vue de faire face aux nécessités de la guerre. Il ne suffit pas que les ouvriers chantent la « Marseillaise », soient antifascistes tout comme Daladier, il faut encore qu'ils puissent être pulvérisés sur le terrain économique, incapables de s'opposer aux compressions qu'ailleurs la bourgeoisie obtint avec le fascisme. Doumergue et Flandin ont réalisé une partie de ce programme, cela d'autant plus facilement que — dès sa signature en 1934 — le pacte d'unité orientait les travailleurs vers un antifascisme basé sur l'abandon des luttes revendicatives. A cette époque la réforme de l'Etat capitaliste, le projet des ententes industrielles de Marchandau, qui signifiaient une consécration de la défaite totale du prolétariat, furent prématurés du fait même que sur le terrain économique la bataille décisive n'était pas encore jouée. L'avènement de Laval, le protagoniste du pacte franco-russe, témoignait éloquemment que la bourgeoisie allait jouer la carte soviétique pour atteindre ses objectifs. Effectivement, au nom de Staline, le centrisme se rallia à la défense nationale, passa directement au service de la bourgeoisie, envisagea le soutien de formations gouvernementales de gauche. Les décrets de Laval pouvaient donc s'abattre sans que des réactions sérieuses se fissent jour ; en effet, en tant que force gouvernementale française, le P. C. rejoignait la S. F. I. O. pour reconduire toute résistance ouvrière vers l'arène parlementaire où devait s'élaborer une solution de gouvernement républicain. Peut-être bien à la rentrée des Chambres, Laval « succombera-t-il » sous la poussée des gauches, car une partie des radicaux avec Daladier, Cot (qui ont cependant soutenu Doumergue et Flandin), Marquet et les réos participent aujourd'hui à la campagne du front populaire contre Laval. De toute façon, la manœuvre du capitalisme français à admirablement bien réussie : il s'agissait de créer des conditions politiques où aucune réaction prolétarienne ne puisse trouver une direction. Grâce à la confusion du 14 juillet, la bourgeoisie y parvint. C'est pourquoi ce n'est vraiment pas un hasard si Laval permit ce cortège, en avertissant que sitôt lancés les décrets-lois, les manifestations se-